

Unité bi-départementale Landes et Pyrénées-Atlantiques
Cité Galliane
6, Allées Marines
64 100 BAYONNE

Bayonne, le 19/02/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/02/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CAR ATLANTIQUE

34 BOULEVARD JACQUES DUCLOS
40 220 Tarnos

Références :
Code AIOT : 0100308638

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/02/2026 dans l'établissement CAR ATLANTIQUE implanté 34 BOULEVARD JACQUES DUCLOS 40 220 Tarnos. L'inspection a été annoncée le 19/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le 19 février 2026 nous avons saisi d'une plainte émise par un résident de la commune de Tarnos concernant les nuisances occasionnées par une carrosserie située à proximité du logement acquis en octobre 2025. Nous nous sommes rendus le 19 février dans l'établissement CAR Atlantique qui exploite un garage automobile sis 34 boulevard Jacques Duclos.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CAR ATLANTIQUE
- 34 BOULEVARD JACQUES DUCLOS 40 220 Tarnos
- Code AIOT : 0100308638
- Régime : Néant
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le garage exploite une activité de carrosserie et dispose d'une cabine de peinture.

Contexte de l'inspection :

- Plainte

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Code de l'environnement du 16/10/2017, article R. 511-9	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

CAR Atlantique n'est pas un établissement classé au titre des installations classées pour la protection de l'environnement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/10/2017, article R. 511-9
Thème(s) : Situation administrative, classement des activités
Prescription contrôlée : Classement des installations
Constats : Contexte Le 19 février 2026 nous avons été saisi d'une plainte émise par un résident de la commune de Tarnos concernant les nuisances occasionnées par une carrosserie située à proximité de son logement acquis en octobre 2025. Nous nous sommes rendus le 19 février dans l'établissement CAR Atlantique qui exploite un garage automobile, avec une activité de carrosserie et une cabine de peinture, sis 34 boulevard Jacques Duclos. Lors de cette visite nous avons rencontré les responsables de l'établissement, monsieur et madame RENOULEAUD qui nous ont fait visiter leur installation. Constat 1 : La rubrique 2940 de la nomenclature des installations classées soumet à déclaration les activités d'application de peinture pour tout autre procédé que le "trempé" (pulvérisation, enduction, autres procédés) lorsque la quantité maximale de produits susceptibles d'être mis en œuvre est supérieure à 10 kg/j, mais inférieure ou égale à 100 kg/j. Or, la quantité maximale de produits susceptibles d'être mis en œuvre par l'établissement CAR Atlantique est d'environ 1,2 kg/j, bien inférieur au seuil de la déclaration.

Photo de la cabine de peinture (19/02/2026)
<p>L'établissement CAR Atlantique n'est donc pas classé au titre des installations classées pour la protection de l'environnement.</p> <p>Dans ces conditions, la plainte ne relève pas du champ de compétence de la police spéciale des installations classées pour la protection de l'environnement.</p>

Constat 2 :

Nous avons constaté que l'émissaire du système d'aération de la cabine de peinture est orienté à l'opposé de la résidence à l'origine de la plainte. L'exploitant nous a déclaré avoir fait modifier l'émissaire pour l'orienter vers le sol, plutôt qu'en toiture, afin de réduire le niveau de bruit.



Photo l'émissaire (19/02/2026)

Constat 3 :

L'exploitant nous a communiqué un compte-rendu de la société Nortendu qui a procédé le 16 février 2026 à l'entretien du système de filtration de la cabine de peinture. Le compte rendu indique que l'installation est conforme.

Type de suites proposées : Sans suite